

MARCHES PUBLICS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

(Modèle conforme à l'arrêté du 10 juin 2004 pris en application de l'article 42 du CMP)

Les mentions figurant dans ce modèle n'ont pas à être indiquées si elles ont été portées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

A ☐ TRAVAUXB ☐ FOURNITURESC ☒ SERVICES

Section I - Identification de l'acheteur

1 ☐ Etat2 ☐ Région3 ☐ Département4 ☐ Commune5 ☐ Etablissement public national6 ☒ Etablissement public territorial7 ☐ Autres

Section II - Nom ou raison sociale et adresse

Nom ou raison sociale de l'acheteur : Entente Interdépartementale du Bassin du Lot		Personne responsable du marché : Vincent DESCOEUR	
Adresse : 297 Rue Saint Gély		Code postal : 46000	
Ville : CAHORS		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 05.65.53.99.38		Poste :	
Télécopieur : 05.65.53.99.04	Adresse de courrier électronique (courriel) : v.leroy@valleedulot.com	Adresse internet (U.R.L.) : www.valleedulot.com	

Pour formuler les adresses complémentaires, se reporter à l'annexe I

Section III - Objet du marché

1) Objet du marché :

Etude coordonnée visant à restaurer la continuité écologique de cours d'eau situés sur le bassin versant du Lot en Lozère2) Type de marché de travaux : ☐ Exécution ☐ Conception-réalisation

3) Type de marché de fournitures : (Cocher autant de cases que nécessaire)

☐ Achat☐ Location☐ Crédit bail☐ Location-vente

4) Type de marché de services : (voir liste en annexe I)

12 - Services d'architecture ; **services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie** ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère ; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques ;

5) Nomenclature

¹ Document disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefi.gouv.fr> « Espace marchés publics »

71313000-5 Service de conseil en ingénierie de l'environnement

6) Forme du marché :

- S'agit-il d'un marché à bons de commande ? : ☒ non ☐ oui
- S'agit-il d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum avec plusieurs titulaires et remise en compétition ☒ non ☐ oui
- S'agit-il d'un marché à tranches ? ☒ oui ☐ non
- S'agit-il d'une convention de prix associée à des marchés types ? ☐ oui ☒ non

Section IV – Lieu d'exécution ou de livraison

1) Lieu d'exécution :

Lieu d'étude : **Bassin versant du Lot en Lozère**

2) Lieu de livraison : **Sans objet.**

Section V – Caractéristiques principales

1) Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : **Etude de la franchissabilité d'ouvrages (seuils, barrages, chaussées,...), proposition de solutions de franchissement, élaboration des plans et descriptifs techniques précis.....**

2) Options : descriptions concernant les achats complémentaires :

.....
.....
.....

3) Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :

.....
.....

4) ☐ Refus des variantes *Cocher cette case lorsque les variantes ne sont pas autorisées*

Dans le cas où les variantes sont autorisées, indiquer les exigences minimales du cahier des charges à respecter (*le cas échéant*) :

.....
.....

Section VI – Division en lots

1) Prestations divisées en lots : ☒ non ☐ oui (*se reporter à l'annexe II pour décrire les lots*)

2) Possibilité de présenter une offre pour ☐ un lot ☐ plusieurs lots ☐ l'ensemble des lots

Section VII – Durée du marché ou délai d'exécution

1) Le délai d'exécution du marché est de :

- **18 mois, hors délais de validation de chaque phase et hors délais de concertation des partenaires, à compter de la notification du marché.**

2) Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) :/...../.....

(jj/mm/aaaa)

3) Date prévisionnelle de commencement des travaux :/...../.....

(jj/mm/aaaa)

Section VIII – Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés : *(le cas échéant)* **Néant.**

2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Se référer au CCAG-Pi.

3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : *(le cas échéant)*

Le groupement d'entreprises attributaire du marché devra être solidaire.

4) Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ non

☐ oui

5) Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française :

☐ espagnol

☐ danois

☐ allemand

☐ grec

☐ anglais

☐ italien

☐ néerlandais

☐ portugais

☐ finnois

☐ suédois

☐ autres :

Section IX – Conditions de participation

1) Conditions propres aux marchés de services *(le cas échéant)* :

- Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

☒ non

☐ oui

Dans l'affirmative, référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

- Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ?

☐ non

☒ oui

2) Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

- Des références de prestations similaires effectuées au cours des cinq dernières années et/ou des certificats de capacité délivrés par des contractants publics ou tous autres justificatifs vérifiables permettant de prouver la capacité du candidat à exécuter le marché.

Ne devront être mentionnées que les références en lien avec l'objet du marché.

3) Attestations sur l'honneur :

Le candidat fournira les attestations sur l'honneur suivantes ou préférentiellement le **formulaire DC1** :

-Une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- Une déclaration que le candidat ne tombe pas sur le coup d'une interdiction de concourir aux marchés publics;

-Une attestation sur l'honneur que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

-Une attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail;

-Une attestation sur l'honneur que le candidat n'est pas soumis à la procédure de liquidation judiciaire

- Si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

-Une attestation sur l'honneur que le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NB : Le candidat retenu devra obligatoirement produire les renseignements et formalités listées ci-dessous. Ces renseignements ne sont toutefois pas exigés dans un premier temps pour participer à la sélection des candidatures.

-Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

-Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).

-Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Section X – Procédures

1) Type de procédure :

1 ☐ Appel d'offres ouvert

5 ☒ **Marché négocié**

2 ☐ Appel d'offres restreint

6 ☐ Dialogue compétitif

3 ☐ Concours ouvert

7 ☒ **Procédure adaptée**

4 ☐ Concours restreint

8 ☐ Autres

La négociation ne sera menée qu'avec un nombre limité de candidats (4 maximum).

2) Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés ? (*le cas échéant et uniquement dans le cas d'une procédure négociée*)

☒ non

☐ oui

Section XI – Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction (*Cocher une seule case*)

1) ☐ des critères énoncés dans le cahier des charges (avis d'appel public à la concurrence, lettre d'invitation)

2) ☒ des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

% **Valeur technique de l'offre**

% **Délai**.....

% **Valeur financière de l'offre**

%

3) ☐ des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

1..... 4.....
2..... 5.....
3..... Autre.....

4) ☐ du critère unique du prix le plus bas.

Section XIII – Délai d'urgence – Justification

Sans objet

Section XIV – Conditions de délai

1) Date limite de réception des candidatures :

2) Date limite de réception des offres : **Lundi 26/11/2012 à 12h00**

Procédure restreinte ou négociée :

3) Date prévue pour l'envoi de l'invitation à présenter une offre aux candidats sélectionnés :
...../...../..... (jj/mm/aaaa)

4) Délai de validité des offres : **90 jours à compter de la date limite de réception des offres.**

Section XV – Autres renseignements

1) Remise d'un devis descriptif et estimatif détaillé :

☐ non ☒ oui

Dans l'affirmative, valeur contractuelle du devis : ☐ non ☒ oui

2) Contenu du dossier de la consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public ; ex. : règlement de la consultation, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, cahier des clauses particulières, programme, autres pièces...etc) :

Acte d'engagement, règlement de la consultation, cahier des charges.

NB : Des documents à consulter seront mis en ligne sur le site internet de l'Entente Lot www.valleedulot.com/ et notamment :
-Etude préliminaire de dix-neuf passes à poissons sur le Lot et le Tarn, SIEE pour la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Lozère (1994).
- **Données de terrain de l'ONEMA** récoltées en vue du diagnostic ICE (protocole en cours de finalisation) sur tous les ouvrages sauf Barrage du plan d'eau de Booz, ONEMA (2010 à 2012).

3) Modalités de remise des candidatures et/ou des offres selon la procédure adoptée. Le cas échéant, contenu de la première et de la deuxième enveloppes et en cas de concours, de la troisième enveloppe.

Les plis contenant l'offre du candidat seront envoyés soit

-par courrier en recommandé avec accusé de réception. Le pli fermé doit comporter la mention :

« Offre pour l'étude continuité écologique »

-remis contre récépissé à l'adresse figurant à la section II. Le pli fermé doit comporter la mention : « Offre pour l'étude continuité écologique »

Le candidat transmettra les pièces détaillant son offre :

- L'acte d'engagement dûment rempli par le candidat,
- Le cahier des charges signé,
- Le devis descriptif détaillé par phase,
- Un mémoire technique précisant les modalités méthodologiques et techniques d'exécution des prestations.

Ce document, indispensable au jugement des offres, comprendra toutes justifications et observations du bureau d'études ; des documents explicatifs pourront y être joints.

On devra notamment trouver les indications suivantes :

- Une note détaillée méthodologique qui précise le déroulement et les produits de chacune des phases
- Un calendrier d'exécution des phases en précisant les réunions prévues
- La composition de l'équipe projet affectée à l'étude. La qualification, les compétences et les références d'études similaires de moins de 5 ans pour chacun des membres de l'équipe projet affectée à l'étude,
- le cas échéant, liste des sous-traitants que le candidat envisage de proposer à l'accord du maître d'Ouvrage après conclusion du marché.

L'absence de note détaillée est éliminatoire.

Les offres ne répondant pas à la totalité du cahier des charges seront éliminées.

4) Application de l'article 54 du code des marchés publics

☒

non

☐

oui

5) Renseignements complémentaires (*le cas échéant*) :

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires peuvent s'adresser par écrit à l'Entente Interdépartementale du Bassin du Lot :

- par courrier : 297 Rue Saint Géry– 46000 CAHORS ;
- par fax au : 05.65.53.99.04 ;
- par mail à : v.leroy@valleedulot.com

Les réponses seront transmises à l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier.

ANNEXE I - LISTE DES CATEGORIES DE SERVICES MENTIONNEE A LA SECTION III

- 1 - Services d'entretien et de réparation ;
- 2 - Services de transports terrestres (1), y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier ; 3 - Services de transports aériens : transports de voyageurs et de marchandises ; 4 - Transports de courrier par transport terrestre (1) et par air ;
- 5 - Services de télécommunications ;
- 6 - Services financiers:
 - a) services d'assurances,
 - b) services bancaires et d'investissement (2) ,
- 7 - Services informatiques et services connexes;
- 8 - Services de recherche et de développement (3) ;
- 9 - Services comptables et d'audit ;
- 10 - Services d'études de marché et de sondages;
- 11 - Services de conseil en gestion (4) et services connexes ;
- 12 - Services d'architecture ; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques ;
- 13 - Services de publicité ;
- 14 - Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés ;
- 15 - Services de publication et d'impression ;
- 16 - Services de voirie et d'enlèvement des ordures : services d'assainissement et services analogues.

(1) A l'exclusion des services de transports ferroviaires.

(2) Sous réserve des dispositions du 5° de l'article 3 du code des marchés publics.

(3) Sous réserve des dispositions du 6° de l'article 3 du code des marchés publics.

(4) A l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.